

Honduras : le sang du Peuple Lenca coule dans sa lutte contre le projet de centrale hydroélectrique qui s'approprie leurs terres.

11 février 2014



Dick et Mirian Emanuelsson

L'indigène Lenca Maria Paulina Gómez, tante de Paula González qui fut la première victime de la lutte contre le "Projet électrique de Agua Zarca".

Lundi 13 janvier 2014.

- Dans le Nord-Ouest du Honduras, depuis plus de neuf mois, se déroule une intense bataille, menée par le peuple indigène Lenca contre la construction d'une centrale hydroélectrique qui a pour nom "Projet hydroélectrique Agua Zarca"

- La plus grande entreprise de construction de barrage du monde, Sinohydro a fini par plier et, face à la fermeté et la détermination du peuple Lenca prêt lutter jusqu'aux ultimes conséquences, elle a abandonné le projet.

- Au cours de cette lutte, deux membres de la résistance du peuple Lenca ont été assassinés. Tomás Garcia a été assassiné en juillet 2013 quand les militaires ont ouvert le feu contre les indigènes.

- En conséquence de sa lutte contre le projet, Bertha Cáceres, coordinatrice du COPINH, *Conseil Civique des Organisations Populaires et Indigènes* a été traînée devant les tribunaux et condamnée à la prison.



Rio Blanco/Honduras nord-occidental/- Ceci sont les cartouches (qui ont été tirée contre les indigènes résistants), dit Francisco Javier Sánchez, président de Copinh, et il étend la main vers nous pour que nous voyions mieux les 4-5 cartouches de munitions.

- « La compagnie croit qu'elle peut nous intimider. Mais nous ne nous laissons pas intimider, nous n'avons pas peur, dit-il en souriant malicieusement. Malgré que deux compagnons aient été assassinés au cours de cette longue lutte de neuf mois, nous continuons d'exiger le droit aux terres qui appartiennent au Peuple Lenca. »



Francisco Javier Sanchez, président de Copinh

Une centaine de personnes du peuple indigène Lenca nous entoure. Ce peuple vit et travaille la terre dans les départements de Intibuca, Santa Barbara, Lempira et La Paz, départements limitrophes du Salvador où vivent également des communautés Lencas. Face à nous, ce sont regroupés une dizaines de gardes armés et nerveux. Ils sont ici, disent-ils, pour protéger les bureaux de l'entreprise qui a obtenu du Congrès National la concession pour construire et administrer la centrale hydroélectrique. Cependant, malgré que le projet ait débuté il y a neuf mois, jusqu'ici seules quelques baraques qui servent de bureau ont été construites.

Pendant une heure, nous avons descendus des chemins de montagne et c'est avec appréhension que nous envisageons le terrible retour par les sentiers qui grimpent abruptement dans ces montagnes. L'équipement d'appareils photographiques et de vidéo, le trépied, les sacs à dos et les câbles, cela pèse ...



LA NATURE ET LES PAYSAGES dans cette partie du Honduras sont impressionnament beaux. Les montagnes s'élèvent majestueusement, les bois de conifères et les cultures de maïs sont lumineuses et se balancent divinement vertes et jaunes dans le vent. La plus grande entreprise de construction hydroélectrique au monde, la chinoise Synohydro, croyait pouvoir construire de nombreuses centrales hydroélectriques au Honduras. Mais le peuple Lenca et l'organisation du COPINH l'en ont empêché. Les Chinois se sont retirés malgré que l'état ait construit un poste de police et que l'armée ait envoyé des troupes sur le site de l'éventuelle construction. Francisco et son peuple ont refusé d'abandonner les lieux qu'ils ont occupés durant les neufs derniers mois.

- « Avec quoi avez-vous répondu aux balles des gardes ? », demandons-nous à Francisco. « Avec des pierres, avec les machettes, ou... ? »

- « Avec les mache... ? Non ! A mains nues et parfois, avec des bâtons. Mais... nous autres nous n'agressons pas, ce sont eux qui nous agressent », répond le leader de petite taille dont les yeux expriment la forte détermination de ne pas se rendre.

LES NUAGES DESCENDENT LENTEMENT le long des montagnes, et littéralement les ensèrent dans un énorme et doux manteau blanc. Les femmes et les enfants, les vieux comme les jeunes rient avec timidité quand nous leur posons des questions sur la façon dont ils parviennent à tenir le coup, jour après nuit, jour après jour, mois après mois.

L'obscurité s'installe sur « El Roble ». C'est le lieu où le COPINH depuis neuf mois a élevé une barricade faisant obstacle dans le chemin pour empêcher que la prochaine constructrice puisse faire passer des véhicules pesants et accède au chantier de la rivière. C'est un poste stratégique avec une vue sur toute la région, sur la vallée qui serait submergée par les eaux quand et si la digue devait être construite.



- Nous sommes onze hameaux engagés dans la lutte contre le barrage, sur pied de guerre jusqu'à la mort.
- D'après l'entreprise, elle voudrait commencer à construire le « rideau » maintenant. Que se passerait-il dans cette partie basse où nous sommes en ce moment ?
- Ils inonderaient les terres que nous travaillons et les villages aussi.
- Qu'est-ce que vous cultivez ici ?
- Nous cultivons le maïs, les *frijoles* (haricots NdT), le café de Palo, le yucca, le guineo, des oranges, des limes et toutes sortes de variétés de fruits tropicaux. Avec le barrage, ils disparaîtraient, ajoute Francisco Sánchez et Maria Paula Gómez, une des femmes, maigre mais forte, commente :
- Dans cette lutte, ils ont abattu ma nièce Paula Gonzáles, qui est morte. Elle a donné sa vie pour ce combat pour les forêts et les rivières, qui sont d'autant plus sacrées que l'esprit de la jeune fille est avec eux. C'est pour cela que nous, en tant qu'indigènes Lenca, nous n'oublions pas qui nous sommes et que nous défendrons toujours nos terres.
- Dans cette lutte, il n'y a pas seulement les hommes, tout un peuple y est mêlé ?
- Oui, tout un peuple. Parce que nous autres, nous sommes chez nous ici, nous sommes nés ici !



Jeune indigène Lenca avec sa casquette du Che

Si quelque chose est remarquable, c'est bien la présence de femmes et de jeunes filles. Et le fait d'être femmes ne les intimide pas pour prendre la parole. Au contraire, des femmes comme Maria Paula Gómez, nous en avons vu et écouté dans tout le Honduras. Celui qui s'imagine que la femme Lenca reste muette et soumise devant les hommes, il se trompe.

Les femmes indigènes sont très actives, peut-être parce qu'elles sont plus proches et responsables des enfants et du foyer. Elles mènent une lutte quotidienne pour que les enfants puissent manger. Elles voient aussi comme ils sont affectés par toutes sortes de maladies alors que l'état est absent et ne garantit pas le plus élémentaire des droits humains, le droit à la vie.

LES MEGA-PROJETS EN AMÉRIQUE LATINE comme la construction de Centrales Hydroélectriques ou l'exploitation minière, sont confrontés chaque jour à la résistance croissante des peuples. Cela n'a rien d'étonnant que les peuples originaires soient les premiers affectés quand les transnationales - avec la généreuse bénédiction de gouvernements successifs - veulent exploiter les énormes richesses naturelles que recèle le continent américain. Mais à présent un réseau s'est développé entre les peuples et nations en Amérique Latine et Caraïbe, à tel point que fréquemment, des réunions sont organisées pour échanger des expériences de lutte sur la manière de combattre les pilleurs de ressources naturelles. Le 14 mars a même été déclaré jour de lutte contre les plans et chantiers de barrages et de mines.

Le mouvement populaire est lui aussi toujours d'avantage impliqué dans la lutte parce que ces richesses naturelles doivent être distribuées aux peuples et non, comme c'est le cas actuellement, procurer de gros bénéfices à des actionnaires et des administrateurs de fonds dans le monde industrialisé à Montréal, New York, Paris, Beijing ou Vienne.



Une femme indigène de l'Amazonie équatorienne chemine dans le désastre écologique créé par Chevron-Texaco

L'EXEMPLE DE LA BOLIVIE et du gouvernement d'Evo Morales est un parmi d'autres exemples de la manière dont les politiques peuvent être fructueuses si elles sont mises au service de la majorité du peuple. Le gouvernement de Morales, quand il assumait la charge en 2005, a immédiatement pris le contrôle du pétrole et du gaz, il a augmenté drastiquement les impôts des compagnies pétrolières qui désiraient rester en Bolivie, et diminué les conditions imposées au gouvernement. Les détracteurs de Morales prirent pour argument que toutes les entreprises étrangères allaient fuir le pays, que tous les investissements étrangers cesseraient.

En réalité, ce fut le contraire et confirma que les énormes bénéfices que les entreprises tiraient de la Bolivie pouvaient tout aussi bien être investis dans plus d'écoles, de professeurs, d'hôpitaux, de médecins et aussi dans des augmentations de salaires. En Bolivie, une petite mais symbolique pension pour les plus pauvres parmi les anciens a été introduite.

Cinq familles contrôlent presque tout le Honduras.

- 40% du PIB se retrouvent entre les mains d'une poignée de noms d'origines juives et palestiniennes.
- Quasiment toutes ces familles contribuent économiquement aux deux partis libéral et national.
- Une poignée de familles qui sont reliées entre elles ; avant et depuis le coup d'état.

Les Rosenthal, les Facussé, les Larach, les Nasser, les Kafie et les Goldstein. Cinq noms qui contrôlent les maquilas (industries d'assemblage), l'énergie thermique, les télécommunications, le tourisme, les banques, les finances, les moyens de communication, les cimenteries et le commerce, les aéroports ou le Congrès. Pratiquement tout en fait. Elles sont le noyau dur de ces 3% d'Honduriens qui contrôlent 40% de la production nationale. Ce sont les élus d'un pays qui compte 70% de pauvres, résume le journal de droite espagnol El Mundo du 28 novembre 2009, citant le livre « Honduras pouvoirs de fait et pouvoir politique coordonné » par Victor Meza.

«Ce sont des familles comme les Atala, propriétaires de la Banque Ficohsa ou les Kofie, puissants parmi les puissants ».

D.E.

La Bolivie a également donné au monde une profonde leçon de démocratie, en particulier aux démocraties auto-proclamées d'Europe et des EU. Le gouvernement de la Paz a montré qu'il se trouvait d'avantage à l'écoute des indigènes, lorsqu'ils ne sont pas d'accord avec le gouvernement central, qu'à celle des investisseurs étrangers qui ont toujours présenté des paquets d'exigences qu'ils désirent voir accomplies avant d'investir.

La participation électorale est un indicateur de la démocratie et le 6 décembre de 2009, 80% de l'électorat a participé à l'élection présidentielle dans laquelle Evo Morales a bénéficié d'une confiance renouvelée avec 64,22% des voix. Son parti, le Mouvement vers le Socialisme (MAS) a gagné la majorité qualifiée au Sénat et à la Chambre des Députés.

Les exemples de la manière dont la démocratie a été appliquée en Bolivie ont eu pour domaines : l'investissement des bénéfiques produits par les ressources naturelles ; la question de la construction de routes sur les territoires indigènes constitutionnels. Une nouvelle Constitution a été rédigée et confirmée par un referendum. La nouvelle Constitution donne aux 50 différents peuples originaires des droits auxquels avant ils n'avaient même pas songé. Et avec cela comme support, les peuples indigènes ont affronté à de multiples reprises le gouvernement de La Paz.



Le gouvernement d'Evo Morales a pris le contrôle des ressources naturelles et une nouvelle constitution donne une légitimité à ses décisions. Les secteurs oligarchiques et la Maison Blanche ont systématiquement essayé de déstabiliser le processus politique. Mais 65% de la population soutient le gouvernement.

CES DROITS ET CETTE CONSTITUTION AVANCÉE manquent au peuple Lenca et aux autres communautés indigènes du Honduras. Par contre, la répression s'est intensifiée à mesure que le Congrès du pays a donné son consentement à non moins de 47 concessions à des entreprises étrangères ou nationales, depuis à peine quelques jours après le coup d'état militaire du 28 juin 2009. Le second pays le plus pauvre d'Amérique est en même temps, paradoxalement, un des plus riches en ressources naturelles. Mais une politique de la richesse sans économie distributive n'est pas au service de la communauté des Honduriens, Les bénéfiques vont à un petit groupe d'entreprises étrangères et nationales.

Un des indigènes qui fut affecté par la croissante répression contre le peuple Lenca fut Tomás Garcia. Le 15 juillet de l'année passée, il fut la cible de militaires de l'armée. 106 jours de résistance avaient été accomplis, il était sur la route quand l'Armée a tiré de manière indiscriminée contre les indigènes, assassinant Tomás Garcia et blessant gravement son fils.



Blessé par les balles de l'armée, Alan Garcia, fils de Tomás Garcia mort le 15 juillet 2013

La justice est accusée au Honduras d'être corrompue, le militaire qui a tiré est libre, alors que Bertha Cáceres, coordinatrice du Copinh, Conseil Civique des Organisation Populaires et Indigènes du Honduras sera inculpée par la justice quelques mois plus tard, accusée de rébellion et de possession d'armes. Bertha qualifie l'assassinat de Garcia de « réaction désespérée et criminelle » de la part des entreprises qui souhaitent construire le barrage au rio Gualcarque.

Nous l'avons rencontrée dans un lieu secret, car depuis l'année passée un ordre de capture et emprisonnement pèse sur sa tête. Elle aussi est la preuve que les femmes du Honduras ont conquis de nouvelles positions et une nouvelle conscience depuis le surgissement du Front National de Résistance Populaire, FNRP, le mouvement qui s'est formé le jour même du coup d'état.

Trois mois après l'assassinat de Tomás Garcia, en octobre 2013, Bertha Cáceres a été condamnée à la prison, un verdict qui s'appliquerait en février 2014. Le tribunal avait également décidé que Cáceres ne pourrait revenir dans la région du Rio Blanco. La charge était la possession d'armes et l'intrigue de rébellion avec le peuple Lenca contre la construction de la centrale hydroélectrique de Rio Blanco.



Patrouille de l'armée et les indigènes Lenca sur la route. Malgré la militarisation de la région de Rio Blanco, la lutte contre le projet de barrage reste déterminée.

QUICONQUE CONNAIT BERTHA sait que cette accusation est absurde et qu'elle est le résultat d'une provocation. Quand Bertha et le véhicule qui appartient au Copinh se dirigeait vers El Roble, le site de l'occupation au Rio Blanco, ils chargèrent un monsieur qui cacha un pistolet dans le véhicule. Par pure coïncidence une patrouille de l'armée arrêta le véhicule, seulement quelques minutes après que l'« auto-stoppeur » en soit descendu.

Depuis cette provocation, les menaces de mort contre la dirigeante de Copinh ont augmenté. Le juge internationalement célèbre, Balthazar Garzón, qui exigea que Pinochet soit extradé depuis l'Angleterre, en Espagne où il serait jugé, présenta en novembre de l'année passée une liste de 18 honduriens, des personnes sur le point d'être assassinées. Bertha est parmi ceux qui se retrouvent placés dans ce corridor de la mort. « Par qui ? » Garzon exigea que l'Etat protège Bertha Cáceres au lieu de la poursuivre.



Liste des personnes sur le point d'être assassinées. Bertha est en tête de liste.

- La décision de m'assassiner est la conséquence d'une lutte pour une cause collective. Nous l'avons déjà dit auparavant mais cela vaut la peine d'être répété : depuis des centaines d'années nous vivons dans l'enclave de sociétés minières, scieries, bananières, fruitières, maquila (usines d'assemblages en zones franches. NdT.) et aujourd'hui nous devenons l'enclave des « Cités Modèles ». Nous vivons dans une enclave dirigée par les transnationales avec un état qui devient toujours plus servile envers ces compagnies. Nous traversons une étape de grande agressivité de l'approfondissement de la transnationalisation. Tous les cadres juridiques ont été créés à cet effet. Des processus qui sont accompagnés de la militarisation dans laquelle le Honduras continue à être plongé, comme nous l'avons dit, un laboratoire pour les gringos, qui précisément s'accompagne du pillage de nos richesses. Mais il n'y a pas que cela. Le Honduras, dans cette politique impérialiste, reste un lieu que la géopolitique gringa considère comme étant d'une grande importance comme plateforme à partir de laquelle envahir les autres peuples pour mettre un terme aux mouvements d'émancipations des pillages de biens naturels. En 2010, c'est dans ce cadre qu'ils accordèrent des concessions mais, prenez bien note de cela, déjà trois jours après le coup d'état (28 Juin 2009) ils ont commencé à accorder des concessions.



Bertha Cáceres, coordinatrice du Copinh

ELLE NE VACILLE PAS D'UN POIL. Il semble que la lutte pour les montagnes et les forêts, les rios et les vallées se soit imprégnée de la détermination de cette combattante, mère de trois enfants. Comme authentique dirigeante de la lutte lenca, elle a voyagé dans de nombreuses parties du monde et elle y a apporté le message de lutte de son peuple.

Elle a été reçue avec respect et admiration et une énorme solidarité, en particulier en Amérique Latine,. Nora Cortiñas, âgée de 84 ans, fondatrice des Mère de la Plaza de Mayo, est venue à Rio Blanco y témoigner de sa solidarité. Elle a condamné la répression et exigé que cesse l'ouvrage (du barrage) et que soient respectés les droits du peuple Lenca.

Des dirigeants religieux des EU, et d'autres dirigeants d'organisations de droits humains ont également visité les lieux de l'occupation, cependant certains représentants internationaux ne purent parvenir jusque-là, ils ont également été la cible des militaires sur le chemin, à huit heures de la capitale hondurienne.

Les entreprises qui furent bénéficiaires des 47 concessions donnèrent quasi toutes leur appui inconditionnel au coup d'état de 2009. Bertha soutient que derrière les façades des entreprises nationales honduriennes se dissimule presque toujours une compagnie transnationale.

LE COPINH A MENÉ de nombreux débats sur le thème de l'énergie. Les médias officialistes et l'élite politique et économique critiquent l'organisation indigéniste la qualifiant d'ennemie de la création par le Honduras de ses propres sources d'énergie. « Mais », dit Bertha Cáceres, « nous ne sommes pas contre le fait que le pays crée ses propres sources d'énergie, c'est un droit humain, cependant le droit à l'énergie ne doit pas être lié à des intérêts capitalistes privés. Au Honduras, il l'est à 100 % . »

- Celui qui se présente comme président de l'entreprise DESA est David Castillo, il est agrégé de West Point (EU) (L'académie militaire des EU, USMA, créée en 1802), et spécialiste en renseignement militaire. Il est également conseiller de l'Etat Major (des Forces Armées du Honduras). Ensuite nous découvrirons que tous les mégaprojets hydroélectriques et miniers sont en lien avec les militaires, dit Cáceres.

Elle ajoute que le nouveau concept de « développement » qui s'est imposé est le concept de la Banque Mondiale. Une partie des concessions au Honduras ont été financée par des millions de dollars. Et ce ne sont pas seulement des concessions qui concernent la construction d'usines énergétiques mais plutôt des complexes de centrales hydroélectriques et de mines.



Pour le Copinh et Bertha Cáceres, le concept de développement doit aller de pair avec la création d'un pouvoir populaire depuis la base, la construction d'un peuple puissant, entre et par les habitants des villages et des communautés autonomes. Elle dit que non seulement l'énergie est fondamentale mais aussi la question de l'eau. « C'est crucial et fondamental pour nos communautés », ajoute-t-elle. Actuellement il est impossible de mener à bien une activité d'extraction sans avoir accès à d'énormes quantités d'eau. Et le peuple Lenca a le privilège de vivre dans des sierras qui disposent de grandes quantités d'eau. Ce ne sont pas seulement les Lencas (principalement agriculteurs) mais ce sont aussi les habitants de la zone frontière au Salvador qui survivent grâce à l'eau qui provient du côté hondurien et des régions lenca.

L'entreprise de Développement Énergétique S.A. (DESA)

L'entreprise fut créée en 2008 par le clan familial Atala-Faraj, d'origine cubano-palestinienne. « C'est une des entreprises les plus compromises dans le renversement du Président de la République, Manuel Zelaya Rosales », le 28 juin 2009, écrit dans [un article Radio Progreso](#).

Camilo Atala est le propriétaire de la Banque Centroaméricaino, BAC-Bamer. « Les familles Atala-Faraj sont également les propriétaires du groupe financier Ficohsa, qui comprend la Banque Ficohsa, Interaamericana de Seguro, Ficohsa Express, PSI-Proyectos y Servicios Inmobiliarios –, Dicorp – Divisas Corporatives - et Fundación Ficohsa. Pour leur part, les Faraj sont propriétaires de la chaîne de magasins Diunsa et des supermarchés La Colonia », ajoute Radio Progreso dans son résumé.

LA PLUS GRANDE ENTREPRISE DE CONSTRUCTION du monde pour les centrales hydroélectriques, l'entreprise d'état chinoise Sinohydra, avait reçu l'adjudication du contrat de construction de l'usine d'énergie du Rio Blanco. Mais elle a été expulsée grâce à la lutte persévérante des indigènes Lenca.

« Cette lutte titanesque contre des monstres transnationaux », dit Bertha Cáceres, démontre que les personnes sont capables et sont suffisamment fortes pour faire reculer ces méga projets de mort et les obliger à se retirer.

Ils ont expulsé Sinohydra. Ce qui a déchaîné la fureur des puissants qui considèrent cela comme un "mauvais exemple" pour d'« autres mouvements » au Honduras qui participent de la même lutte que nous ». DESA n'a pas été capable de contracter une nouvelle entreprise de construction qui veuille bien construire l'usine. « Ce n'est pas en vain que nous sommes les fils et les filles de Lempira », dit Bertha Cáceres et ses yeux brillent littéralement à chaque syllabe.

LES GARDES DE SÉCURITÉ ARMÉS sont encerclés par les indigènes. Le directeur de l'entreprise de surveillance et son adjoint ont fait leur apparition. Malgré leurs armes à feu, les gardes observent avec des visages préoccupés les indigènes qui frappent sur leurs machettes, conscients de leur supériorité numérique. L'ambiance est tendue et si cela n'avait été de notre présence, « International Press », il est possible que la situation ait tourné différemment.

« Les entreprises qui ont reçu des concessions du Congrès pour construire des usines énergétiques, des "parcs" éoliens ou des concessions minières, possèdent de véritables armées paramilitaires », tonne David Romero directeur de Radio Globo, le canal de radio sans doute le plus populaire du Honduras grâce à son attitude ferme contre le coup d'état militaire de 2009. Ici, au Rio Blanco, il y a dix représentants d'une de ces entreprises de sécurité dirigées par Bustillo, un ex lieutenant de l'armée hondurienne. Nous écoutons les accusations d'avoir dirigé des groupes d'assassins et de kidnappeurs que les Lencas lancent à Bustillo. Et quand nous le filmons et le photographions, il en fait de même avec nous.

- Non, ils (les indigènes) ne sont pas guérilleros, dit-il quand nous l'avons interrogée. La compagnie (Desa) dit qu'elle a des papiers, qu'elle a acheté la terre des indigènes, nous sommes ici pour assurer que la propriété ne subit pas de dommage ou d'intrusions, dit l'homme avec un sourire - comme pour montrer au cent Lencas présents qu'ils ne lui font pas peur, ou qu'il veut provoquer les originaires à effectuer des actions inconvenantes, en notre présence.



Douglas Bustillo ex lieutenant de l'Armée à présent chef de l'entreprise de sécurité au service du Consortium Desa.

TOUTES LES ENTREPRISES QUI PRÉTENDENT détenir des papiers officiels sur cette terre ont essayé par tous les moyens imaginables d'acheter la terre et les titres. Les vendeurs souvent ne savent ni lire, ni écrire, à cause de l'analphabétisme qui est élevé dans cette région du Honduras. Les entreprises vont jusqu'à falsifier les signatures, soutient le président de Copinh, Francisco Javier Sanchez. Les histoires qui courent sur les méthodes dont usent l'entreprise pour amener les indigènes à signer, fait penser aux histoires africaines, alors que les colonialistes arrivaient avec des miroirs, des caramels ou de l'eau de vie. Dans la région de Rio Blanco ou de San Francisco de Opalaca les entreprises ont offert des confiseries, un sac de maïs, des haricots ou 100 à 500 Lempiras, plus ou moins 5 à 25 dollars. Face au système judiciaire totalement corrompu, les plaignants se trouvent complètement privés de recours.

Qui sont finalement les propriétaires de l'entreprise Desa ? demandons nous à Bertha. Elle répond que c'est une famille oligarchique ayant des investissements dans le milieu bancaire et à présent également dans la dite « énergie renouvelable ».

Ils font passer les humains après la construction de centrales hydroélectriques dans le Rio Blanco. Parmi les propriétaires de Desa il y a le clan familial Atala, Camilo Atala est le propriétaire de Banco Centroamericano., BAC Bamer. Son frère, Pedro est le président de la ligue professionnelle de football du Honduras. Le troisième Atala est le vice-président du Conseil Industriel Latino Américain de Commerce et propriétaire de Motagua, la seconde meilleure équipe de football du Honduras.

Les Peuples originaires du Honduras

Le recensement officiel dénombre une population de 8 045 990 habitants, parmi laquelle 496 600 appartiennent aux peuples indigènes Chorti, Lenca, Miskito, Nahua, Pech ou Paya, Tawahka ou Sumo et Tolupán ou Xicaque. Selon les estimations de leurs propres organisations, le nombre des indigènes, est de 607 300 auxquels il faut ajouter près de 200 000 personnes descendant des noirs caraïbes, les Garifunas. Ils appartiennent, comme beaucoup d'autres, au secteur le plus pauvre et abandonné du pays. Les organisations de l'ONU estiment qu'ils vivent dans un état d'« extrême pauvreté » dans quelques 4000 villages, une situation qui s'est accentuée au cours des siècles, depuis la colonisation espagnole, en conséquence du manque d'accès à l'éducation, à la santé, à la sécurité, à la terre et aux ressources naturelles. Le territoire réclamé par les peuples indigènes est d'approximativement 2 millions d'hectares faisant partie d'un territoire national qui en compte 11,2. Actuellement seulement 10% d'entre eux détiennent un titre de propriété valide sur leurs propres terres.

Source Pueblos Originarios en América

CONSTRUIRE UN BARRAGE est une tâche complexe et particulièrement coûteuse. Le projet à Rio Blanco 'El Proyecto Agua Zarca » a reçu le feu vert de CAMIF (el Central American Mezzanine Infrastructure Fund) un sous-organe de la Banque Mondiale, qui est un organisme qui stimule l'investissement privé dans les infrastructures en Amérique Centrale.

Le Copinh dans un communiqué à la Banque Mondiale l'a prévenue, avant qu'elle ne prenne sa décision, des conséquences sociales, environnementales et historiques d'un prêt à la construction du barrage. Les organisations appelaient également à une réunion entre la banque et le peuple Lenca pour que la banque puisse entendre ceux qui se verraient affectés par le projet.

Le Fond du Développement de la Hollande était également sur le point d'accorder un prêt millionnaire à Desa. Copinh et cinq organisations européennes des droits humains ont écrit au Fond hollandais et mis l'accent sur le fait que le fond se rendrait complice de violation de la Convention 169 de l'OIT sur les droits indigènes et l'autonomie, et qu'ils contribuaient à la militarisation de la région et à l'augmentation des violations des droits humains.

- Le Fond avait envoyé des consultants au Honduras et ils répondirent qu'ils avaient déjà consulté. Ils ont totalement ignoré les dénonciations faites par Copinh. Ce sont des gens arrogants, dominateurs qui ne s'aventurent pas à donner une réponse directe à Copinh. Ils disent « que oui » mais ils mentent.

- Ils ont aussi déclaré que leur interlocuteur valable pour le peuple indigène est le Secrétariat des Peuples Indigènes et Afrohonduriens. Comment l'Etat lui-même et le gouvernement peuvent-ils être interlocuteurs, ces gens ne représentent pas les peuples indigènes, ils sont un ministère du gouvernement.

- Ils disent également que la représentation (du peuple Lenca de Rio Blanco) est détenue par un groupe organisé et patronné par la DESA. Il est composé de quatre personnes qui sont employées par Desa qui ont été amenés à la Casa Presidencial en compagnie de quelques autres représentants d'organisations soi-disant indigènes, dont la base est également contre la signature de ce projet. Le Fond des Pays Bas dit que ce sont eux leurs interlocuteurs communautaires valables.



LA DIRIGENTE DE LA COPINH dit avoir subi des pressions afin qu'elle s'asseye à la table de négociations avec l'entreprise et que le chef de la compagnie lui a proposé un pot-de-vin pour qu'elle accepte la construction du barrage. Mais Bertha Cáceres affirme que jamais elle n'acceptera de telles propositions qui violent toute dignité humaine et la confiance que le peuple Lenca a placée dans ses dirigeants. Depuis son refus, elle a été soumise à plusieurs provocations et la liste de mort sur laquelle son nom est enregistré avec celui de 19 autres honduriens a été publiée.

- J'ai même reçu sur mon téléphone cellulaire des messages y compris de harcèlement sexuel, provenant de Douglas Bustillo, le vice-chef de Sécurité de l'entreprise. C'est une situation très compliquée pour le Copinh dans ce contexte de criminalisation croissante - même si, depuis ses débuts, le Copinh a toujours été criminalisé. Nous avons reçu beaucoup de menaces et 8 compagnons ont été assassinés. Ce n'est nouveau, mais en ce moment, alors qu'il existe un scénario national dangereux de criminalisation grandissante des mouvements sociaux, que je me retrouve accusée de « complot contre l'Armée, de possession illégale d'arme, en préjudice à la Sécurité Interne de l'Etat du Honduras – s'il vous plait ! - c'est risible mais cela montre aussi de quoi ils sont capables. Nous devons faire une lecture de ces événements en tant qu'ils sont une manifestation d'une stratégie gringa de Contre-insurrection.

L'assassinat d'un dirigeant indigène, Tomás Garcia par l'armée le 15 juillet 2013, a été la goutte qui a fait déborder le vase pour le peuple Lenca. Il a placé l'entreprise constructrice Sinohydro face à un ultimatum : soit vous vous retirez, soit vous rester et vous en affrontez les conséquences. Les chinois se sont rendu compte que la réalisation du projet était insoutenable avec les communautés en lutte contre eux et ont choisi de se retirer. Depuis ce jour le projet hydroélectrique est sur le tapis mais ne trouve pas de constructeurs.



Ignocencio Gómez, indigène qui possède sa maison, destinée à disparaître avec la construction du barrage, au bord du Rio Gualcarque.

LA MILITARISATION ET LA « COLOMBIANISATION », s’incarnent dans des groupes paramilitaires qui font le “sale” travail de l’état ou avec des militaires qui patrouillent le jour et se mettent la nuit le brassard du paramilitarisme et partent assassiner l’opposition politique et populaire. Actuellement, au Honduras la similitude (avec la Colombie) est évidente, dit Bertha Cáceres :

- Comme nous l’avons toujours dénoncé, c’est la copie de l’Armée Colombienne et du Paramilitarisme de là-bas. Et qui sont derrière ? Les Gringos. Pourquoi les gringos ont-ils six bases militaires au Honduras ? Pourquoi construisent-ils leur plus grande base maritime d’Amérique Latine au Honduras ? Que font ces gringo à Caratasca ? Pourquoi construisent-ils des souterrains ? Ce n’est pas pour combattre le narcotrafic, Qu’ils ne viennent pas nous raconter leurs contes, ce sont des mensonges !, dit la dirigeante du Copinh et elle conclut :

- A Rio Blanco, il y a une armée de paramilitaires. Je les ai vu et nous savons comment ils opèrent, jouant avec les besoins des gens ou utilisant les mêmes méthodes. Ils payent mille lempiras (100USD) pour saboter la voiture du Copinh. Quand l’armée m’a capturée le 24 mai 2013, il y avait six hommes en civil prêts à canarder la voiture du Copinh. Quatre fois ils m’ont menacée de mort (ce jour-là), Francisco Sanchez, président du Copinh est dans la même situation mais, jusqu’ici, il s’en est sorti. Aujourd’hui il faut être bien préparé pour supporter cela parce que ce n’est pas facile.



APRÈS QUE NOUS AYONS TERMINÉ LE REPORTAGE A RIO BLANCO et l'entrevue avec Bertha Cáceres à la mi-décembre 2013, la Cour d'Appel de Comayagua a prononcé un non-lieu provisoire en faveur de Bertha Cáceres, Aureliano Molona et Tomás Gómez Membreño.

Le communiqué du Copinh déclarait que "l'équipe de défense continuera a travailler pour le prononcé d'un non-lieu définitif dans les cas de persécution judiciaire contre les trois compagnons et autres membres du Copinh qui font l'objet de ce genre de répression et sont confrontés également à des menaces contre leur vie et des accusations judiciaires. Nous épuiserons tous les recours en justice et poursuivrons notre lutte pour la justice et la vérité, même si nous savons en faveur et au service de qui les instances judiciaires se positionnent. Le COPINH averti que l'entreprise Desa - en association avec le Ministère Public, dont nous déplorons le rôle servile - continue à mener des poursuites qui sont des menaces contre l'intégrité de notre organisation et de ses militants : non seulement à travers la criminalisation des luttes du COPINH par la voie judiciaire mais aussi par des campagnes sales et de discrédit, des attaques cybernétiques, des harcèlements et la militarisation. »

Nous avons obtenu une victoire partielle de tout le peuple Lenca et de la solidarité nationale et internationale, affirme l'organisation du peuple Lenca.



Barrage du chemin qui résiste depuis plus de neuf mois.

Dick & Myriam Emanuelson

<http://dickemahonduras.blogspot.be/>

Traduction Anne Wolff

Voir tout le reportage de Rio Blanco et l'entretien avec Bertha Cáceres :

Videos : Reportaje de Rio Blanco (31 min) :

<http://vimeo.com/82020819>,

YouTube : <http://youtu.be/cXD6Ha2opZ0>

La entrevista con Bertha Cáceres : (61 min) :

<http://vimeo.com/82083040>,

YouTube : http://youtu.be/Yiu_G9gdQ4g

Lempira (cacique Lenca)

Lempira (m. 1537) était un capitaine de guerre du peuple des Lencas qui lutta contre les espagnols durant la décennie de 1530, dans les documents écrits de la période de la conquista espagnole, il est mentionné sous le nom de El Lempira.

C'était un indigène d'origine Lenca, de haute stature, aux larges épaules et aux membres épais. Il était brave et depuis sa tendre jeunesse il a fait preuve d'un grand courage, il avait un amour profond pour son peuple, sa terre, ses lois et ses coutumes.

Le nom de Lempira, d'après ce que soutient Jorge Lardé Y Lain, provient de la parole Lempaera, qui a son tour procède de deux vocables de la langue Lenca : Lempa qui signifie « seigneur » - titre de haute dignité ou hiérarchie – et de era, qui signifie « colline ou sierra ». Ainsi donc, Lempira signifierait Seigneur de la Sierra ou Seigneur des collines.

Lempira reçut d'Entepica la mission d'organiser la résistance à la pénétration des troupes espagnoles en 1537, en prenant pour base la colline de Cerquin. Quand les Espagnols parvinrent à Cerquin, Lempira se trouvait en lutte avec les caciques voisins, à cause de cette menace, Lempira fit alliance avec le sous-groupe Lenca des Cares et parvint à réunir une armée de presque 30 000 soldats, provenant de 200 villages.

Grâce à lui, d'autres groupes se soulevèrent aussi et prirent les armes dans la vallée de Comayagua, à Olancho. Les tentatives espagnoles de les mettre en déroute, dirigées par Francisco de Montejo et son lieutenant, Alonso de Cáceres restèrent infructueuses avant 1537.

Source : Wikipedia

Traduction Anne Wolff

Sources espagnoles :

Agencia de Noticias Nueva Colombia, ANNCOL

Web : www.anncol.eu, Redacción : anncol@anncol.eu,

YouTube : <http://www.youtube.com/user/anncol4?feature=mhee>

»» <http://les-etats-d-anne.over-blog.com/article-le-peuple-lenca-du-hondu...>